



## Tribune libre

Après la publication du « Livret laïque » par l'Éducation nationale

# Pour un dialogue pédagogique rationnel

Par Yvon Quiniou, philosophe.



Je viens de lire un article du « Livret laïque » destiné aux enseignants et que le gouvernement PS vient de diffuser auprès d'eux. Celui-ci porte sur l'enseignement des sciences quand il est confronté aux croyances contraires des élèves.

Or je suis d'autant plus habilité à en parler ici que, à l'époque de Sarkozy, un colloque national avait été organisé, à la demande des inspections de philosophie et, surtout, de sciences de la vie et de la Terre, pour régler cette question, avec l'accord de Luc Chatel, et qu'on m'avait demandé de conclure la réflexion collective avec Dominique Lecourt, épistémologue connu, et un théologien, Jacques Arnould, spécialiste de l'évolutionnisme. Ses conclusions avaient fait l'unanimité et pris la forme d'obligations imposées aux professeurs de philosophie et de sciences : face à la propagande créationniste venue en particulier des États-Unis (mais aussi de Turquie), refuser d'enseigner la théorie de l'évolution, qui est scientifiquement avérée, sur le même plan que le créationnisme, fût-il déguisé en théorie du « dessein intelligent » (celui de Dieu), lequel n'est qu'une croyance métaphysique se faisant

**« Ce gouvernement qui se dit de gauche refuse de valoriser la science par rapport aux croyances. »**

passer pour une conception scientifique. Or, voici qu'un gouvernement qui se dit de gauche préconise le contraire : ne pas comparer le « croire » et le « savoir » et refuser d'introduire une hiérarchie entre la croyance et la science – sous-entendu : ne pas valoriser cette dernière – pour ne pas froisser



les croyances religieuses de certains élèves. Il est vrai que, d'une manière totalement hypocrite, il ne serait pas non plus question d'introduire une « égalité » entre les deux. Laissons de côté cette restriction habile autant qu'incompréhensible, sans fondement dans ce texte officiel, et disons-le tout net : ce texte est scandaleux car il porte atteinte à la laïcité telle que notre République la conçoit ou doit la concevoir dans le domaine de l'éducation. Elle respecte bien évidemment le droit aux croyances religieuses personnelles, mais elle ne saurait admettre que celles-ci, au sein de l'école, contredisent les savoirs scientifiques établis et puissent s'y exprimer durablement, surtout à l'issue d'un dialogue pédagogique rationnel qui en a démontré la fausseté.

En ce sens, la laïcité ne s'identifie pas au respect inconditionnel des croyances. Elle suppose au contraire une éducation à la raison, qui seule assure la liberté de jugement de chacun, et du coup, elle implique non seulement le droit, mais le devoir d'examiner critiquement toutes les croyances. Cet examen peut déboucher, sans le moindre problème éthique, au contraire, sur la critique de celles qui s'opposent en particulier (mais pas seulement) à la raison scientifique.

Sur cette question, pour une raison clairement électorale (les croyants de toutes obédiences sont des électeurs dont il faut gagner le vote), le gouvernement actuel vient de prendre une position totalement rétrograde, en accord avec ses choix politiques rétrogrades par ailleurs. Les communistes et, plus largement, les hommes de progrès doivent dire non à ce grave recul de l'exigence laïque. ●